

LEGGE 12 marzo 1996, n. 171.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla protezione e l'utilizzazione dei corsi d'acqua transfrontalieri e dei laghi internazionali, con allegati, fatta ad Helsinki il 17 marzo 1992.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sulla protezione e l'utilizzazione dei corsi d'acqua transfrontalieri e dei laghi internazionali, con allegati, fatta ad Helsinki il 17 marzo 1992.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 26 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 12 marzo 1996

SCÀLFARO

DINI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

AGNELLI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, il Guardasigilli: CAIANIELLO

CONVENTION SUR LA PROTECTION ET L'UTILISATION DES COURS D'EAU
TRANSFRONTIERES ET DES LACS INTERNATIONAUX

PREAMBULE

Les Parties à la présente Convention,

Conscientes que la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux sont des tâches importantes et urgentes que seule une coopération plus poussée permettra de mener à bien de manière efficace,

Préoccupées par le fait que les modifications de l'état des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux ont ou menacent d'avoir des effets préjudiciables, à court ou à long terme, sur l'environnement, l'économie et le bien-être des pays membres de la Commission économique pour l'Europe (CEE),

Soulignant la nécessité de renforcer les mesures prises à l'échelon national et international pour prévenir, maîtriser et réduire le rejet de substances dangereuses dans l'environnement aquatique et diminuer l'eutrophisation et l'acidification ainsi que la pollution d'origine tellurique du milieu marin, en particulier dans les zones côtières,

Notant avec satisfaction les efforts déjà entrepris par les gouvernements des pays de la CEE pour renforcer la coopération, aux niveaux bilatéral et multilatéral, en vue de prévenir, de maîtriser et de réduire la pollution transfrontière, d'assurer une gestion durable de l'eau, de préserver les ressources en eau et de protéger l'environnement,

Rappelant les dispositions et principes pertinents de la Déclaration de la Conférence de Stockholm sur l'environnement, de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), des documents finals des réunions de Madrid et de Vienne des représentants des Etats participant à la CSCE, et de la Stratégie régionale pour la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles dans les pays membres de la CEE pendant la période allant jusqu'en l'an 2000 et au-delà,

Conscientes du rôle que joue la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe pour ce qui est d'encourager la coopération internationale aux fins de la prévention, de la maîtrise et de la réduction de la pollution des eaux transfrontières et de l'utilisation durable de ces eaux et rappelant à cet égard la Déclaration de principe de la CEE sur la prévention de la pollution des eaux, y compris la pollution transfrontière, et sur la lutte contre cette pollution; la Déclaration de principe de la CEE sur l'utilisation rationnelle de l'eau; les Principes de la CEE relatifs à la coopération dans le domaine des eaux transfrontières; la Charte de la CEE pour la gestion des eaux souterraines et le Code de conduite relatif à la pollution accidentelle des eaux intérieures transfrontières,

Se référant aux décisions I (42) et I (44) adoptées par la Commission économique pour l'Europe à ses quarante-deuxième et quarante-quatrième sessions, respectivement, et aux résultats de la Réunion de la CSCE sur la protection de l'environnement (Sofia (Bulgarie), 16 octobre - 3 novembre 1989),

Soulignant que la coopération entre pays membres en matière de protection et d'utilisation des eaux transfrontières doit se traduire en priorité par l'élaboration d'accords entre pays riverains des mêmes eaux, surtout lorsqu'il n'en existe pas encore,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier

DEFINITIONS

Aux fins de la présente Convention,

1. L'expression "eaux transfrontières" désigne toutes les eaux superficielles et souterraines qui marquent les frontières entre deux Etats ou plus, les traversent ou sont situées sur ces frontières; dans le cas des eaux transfrontières qui se jettent dans la mer sans former d'estuaire, la limite de ces eaux est une ligne droite tracée à travers leur embouchure entre les points limites de la laisse de basse mer sur les rives;
2. L'expression "impact transfrontière" désigne tout effet préjudiciable important qu'une modification de l'état des eaux transfrontières causée par une activité humaine dont l'origine physique se situe entièrement ou en partie dans une zone relevant de la juridiction d'une Partie produit sur l'environnement d'une zone relevant de la juridiction d'une autre Partie. Cet effet sur l'environnement peut prendre plusieurs formes : atteinte à la santé et à la sécurité de l'homme, à la flore, à la faune, au sol, à l'air, à l'eau, au climat, au paysage et aux monuments historiques ou autres constructions, ou interaction de plusieurs de ces facteurs; il peut s'agir aussi d'une atteinte au patrimoine culturel ou aux conditions socio-économiques résultant de modifications de ces facteurs;
3. Le terme "Partie" désigne, sauf indication contraire dans le texte, une Partie contractante à la présente Convention;
4. L'expression "Parties riveraines" désigne les Parties limitrophes des mêmes eaux transfrontières;
5. L'expression "organe commun" désigne toute commission bilatérale ou multilatérale ou autre mécanisme institutionnel approprié de coopération entre les Parties riveraines;
6. L'expression "substances dangereuses" désigne les substances qui sont toxiques, cancérigènes, mutagènes, tératogènes ou bioaccumulatives, surtout lorsqu'elles sont persistantes;
7. "Meilleure technologie disponible" (la définition figure à l'annexe I de la présente Convention).

PARTIE I**DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUTES LES PARTIES****Article 2****DISPOSITIONS GENERALES**

1. Les Parties prennent toutes les mesures appropriées pour prévenir, maîtriser et réduire tout impact transfrontière.
2. Les Parties prennent, en particulier, toutes les mesures appropriées :
 - a) Pour prévenir, maîtriser et réduire la pollution des eaux qui a ou risque d'avoir un impact transfrontière;
 - b) Pour veiller à ce que les eaux transfrontières soient utilisées dans le but d'assurer une gestion de l'eau respectueuse de l'environnement et rationnelle, la conservation des ressources en eau et la protection de l'environnement;
 - c) Pour veiller à ce qu'il soit fait un usage raisonnable et équitable des eaux transfrontières, en tenant particulièrement compte de leur caractère transfrontière, dans le cas d'activités qui entraînent ou risquent d'entraîner un impact transfrontière;
 - d) Pour assurer la conservation et, si nécessaire, la remise en état des écosystèmes.
3. Les mesures de prévention, de maîtrise et de réduction de la pollution de l'eau sont prises, si possible, à la source.
4. Ces mesures ne provoquent pas, directement ou indirectement, de transfert de pollution vers d'autres milieux.
5. Lors de l'adoption des mesures visées aux paragraphes 1 et 2 du présent article, les Parties sont guidées par les principes suivants :
 - a) Le principe de précaution, en vertu duquel elles ne diffèrent pas la mise en oeuvre de mesures destinées à éviter que le rejet de substances dangereuses puisse avoir un impact transfrontière au motif que la recherche scientifique n'a pas pleinement démontré l'existence d'un lien de causalité entre ces substances, d'une part, et un éventuel impact transfrontière, d'autre part;
 - b) Le principe pollueur-payeur, en vertu duquel les coûts des mesures de prévention, de maîtrise et de réduction de la pollution sont à la charge du pollueur;
 - c) Les ressources en eau sont gérées de manière à répondre aux besoins de la génération actuelle sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire leurs propres besoins.

6. Les Parties riveraines coopèrent sur une base d'égalité et de réciprocité, notamment au moyen d'accords bilatéraux et multilatéraux, en vue d'élaborer des politiques, des programmes et des stratégies harmonisés applicables à tout ou partie des bassins hydrographiques concernés et ayant pour objet de prévenir, de maîtriser et de réduire l'impact transfrontière et de protéger l'environnement des eaux transfrontières ou l'environnement sur lequel ces eaux exercent une influence, y compris le milieu marin.

7. L'application de la présente Convention ne doit pas donner lieu à une détérioration de l'état de l'environnement ni à un accroissement de l'impact transfrontière.

8. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte au droit des Parties d'adopter et d'appliquer, individuellement ou conjointement, des mesures plus rigoureuses que celles qui sont énoncées dans la présente Convention.

Article 3

PREVENTION, MAITRISE ET REDUCTION

1. Aux fins de la prévention, de la maîtrise et de la réduction de l'impact transfrontière, les Parties élaborent, adoptent, appliquent des mesures juridiques, administratives, économiques, financières et techniques pertinentes en s'attachant autant que possible à les harmoniser, pour faire en sorte, notamment :

a) Que l'émission de polluants soit évitée, maîtrisée et réduite à la source grâce à l'application, en particulier, de techniques peu polluantes ou sans déchets;

b) Que les eaux transfrontières soient protégées contre la pollution provenant de sources ponctuelles grâce à un système qui subordonne les rejets d'eaux usées à la délivrance d'une autorisation par les autorités nationales compétentes et que les rejets autorisés soient surveillés et contrôlés;

c) Que les limites fixées dans l'autorisation pour les rejets d'eaux usées soient fondées sur la meilleure technologie disponible applicable aux rejets de substances dangereuses;

d) Que des prescriptions plus strictes, pouvant aller, dans certains cas, jusqu'à l'interdiction, soient imposées lorsque la qualité des eaux réceptrices ou l'écosystème l'exige;

e) Qu'au minimum, l'on applique aux eaux usées urbaines, progressivement lorsqu'il y a lieu, un traitement biologique ou un mode de traitement équivalent;

f) Que des mesures appropriées soient prises, par exemple en recourant à la meilleure technologie disponible, pour réduire les apports de nutriments de sources industrielles et urbaines;

- g) Que des mesures appropriées et les meilleures pratiques environnementales soient mises au point et appliquées en vue de réduire les apports de nutriments et de substances dangereuses provenant de sources diffuses, en particulier lorsque la principale source est l'agriculture (on trouvera des lignes directrices pour la mise au point des meilleures pratiques environnementales à l'annexe II de la présente Convention);
- h) Que l'on ait recours à l'évaluation de l'impact sur l'environnement et à d'autres moyens d'évaluation;
- i) Que la gestion durable des ressources en eau, y compris l'application d'une approche écosystémique, soit encouragée;
- j) Que des dispositifs d'intervention soient mis au point;
- k) Que des mesures spécifiques supplémentaires soient prises pour éviter la pollution des eaux souterraines;
- l) Que le risque de pollution accidentelle soit réduit au minimum.

2. A cette fin, chaque Partie fixe, en se fondant sur la meilleure technologie disponible, des limites d'émission pour les rejets dans les eaux de surface à partir de sources ponctuelles, limites qui sont expressément applicables aux différents secteurs industriels ou branches de l'industrie d'où proviennent des substances dangereuses. Au nombre des mesures appropriées, visées au paragraphe 1 du présent article, pour prévenir, maîtriser et réduire les rejets de substances dangereuses dans les eaux à partir de sources ponctuelles ou diffuses peut figurer l'interdiction totale ou partielle de la production ou de l'emploi de ce genre de substances. Les listes de ces secteurs industriels ou branches de l'industrie et les listes des substances dangereuses en question, qui ont été établies dans le cadre de conventions ou règlements internationaux applicables dans le domaine visé par la présente Convention, sont prises en considération.

3. En outre, chaque Partie fixe, lorsqu'il y a lieu, des objectifs de qualité de l'eau, et adopte des critères de qualité de l'eau en vue de prévenir, de maîtriser et de réduire l'impact transfrontière. Des indications générales sont données à l'annexe III de la présente Convention pour définir ces objectifs et ces critères. Lorsque cela est nécessaire, les Parties s'efforcent de mettre à jour cette annexe.

Article 4

SURVEILLANCE

Les Parties mettent sur pied des programmes en vue de surveiller l'état des eaux transfrontières.

Article 5

RECHERCHE-DEVELOPPEMENT

Les Parties coopèrent à l'exécution de travaux de recherche-développement sur des techniques efficaces de prévention, de maîtrise et de réduction de l'impact transfrontière. A cet effet, elles s'efforcent, sur une base bilatérale et/ou multilatérale et en tenant compte des activités de recherche menées dans les instances internationales compétentes, d'entreprendre ou d'intensifier, s'il y a lieu, des programmes de recherche particuliers visant notamment :

- a) A mettre au point des méthodes d'évaluation de la toxicité des substances dangereuses et de la nocivité des polluants;
- b) A améliorer les connaissances sur l'apparition, la répartition et les effets environnementaux des polluants et sur les processus en jeu;
- c) A mettre au point et à appliquer des technologies, des méthodes de production et des modes de consommation respectant l'environnement;
- d) A supprimer progressivement et/ou à remplacer les substances qui risquent d'avoir un impact transfrontière;
- e) A mettre au point des méthodes d'élimination des substances dangereuses respectant l'environnement;
- f) A concevoir des méthodes spéciales pour améliorer l'état des eaux transfrontières;
- g) A concevoir des ouvrages hydrauliques et des techniques de régularisation des eaux respectant l'environnement;
- h) A procéder à l'évaluation matérielle et financière des dommages résultant de l'impact transfrontière.

Les Parties se communiquent les résultats de ces programmes de recherche en application de l'article 6 de la présente Convention.

Article 6

ECHANGE D'INFORMATIONS

Les Parties procèdent dès que possible à l'échange d'informations le plus large sur les questions visées par les dispositions de la présente Convention.

Article 7

RESPONSABILITE.

Les Parties appuient les initiatives internationales appropriées visant à élaborer des règles, critères et procédures concernant la responsabilité.

Article 8

PROTECTION DE L'INFORMATION

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux droits ni aux obligations des Parties de protéger, conformément à leur système juridique national et aux règlements supranationaux applicables, les informations relevant du secret industriel et commercial, y compris de la propriété intellectuelle, ou de la sécurité nationale.

PARTIE II

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PARTIES RIVERAINES

Article 9

COOPERATION BILATERALE ET MULTILATERALE

1. Les Parties riveraines concluent, sur une base d'égalité et de réciprocité, des accords bilatéraux ou multilatéraux ou d'autres arrangements, quand il n'en existe pas encore, ou adaptent ceux qui existent lorsque cela est nécessaire pour éliminer les contradictions avec les principes fondamentaux de la présente Convention, afin de définir leurs relations mutuelles et la conduite à tenir en ce qui concerne la prévention, la maîtrise et la réduction de l'impact transfrontière. Les Parties riveraines précisent le bassin hydrographique ou la (ou les) partie(s) de ce bassin qui fait (font) l'objet d'une coopération. Ces accords ou arrangements englobent les questions pertinentes visées par la présente Convention ainsi que toutes autres questions au sujet desquelles les Parties riveraines peuvent juger nécessaire de coopérer.
2. Les accords ou arrangements mentionnés au paragraphe 1 du présent article prévoient la création d'organes communs. Les attributions de ces organes communs sont notamment, et sans préjudice des accords ou arrangements pertinents existants, les suivantes :
 - a) Recueillir, rassembler et évaluer des données afin d'identifier les sources de pollution qui risquent d'avoir un impact transfrontière;
 - b) Elaborer des programmes communs de surveillance de l'eau du point de vue qualitatif et quantitatif;
 - c) Dresser des inventaires et échanger des informations sur les sources de pollution visées au paragraphe 2 a) du présent article;
 - d) Etablir des limites d'émission pour les eaux usées et évaluer l'efficacité des programmes de lutte contre la pollution;

e) Définir des objectifs et des critères communs de qualité de l'eau en tenant compte des dispositions du paragraphe 3 de l'article 3 de la présente Convention, et proposer des mesures appropriées pour préserver et, si nécessaire, améliorer la qualité de l'eau;

f) Mettre au point des programmes d'action concertés pour réduire les charges de pollution tant à partir de sources ponctuelles (par exemple, urbaines et industrielles) qu'à partir de sources diffuses (en particulier l'agriculture);

g) Etablir des procédures d'alerte et d'alarme;

h) Servir de cadre pour l'échange d'informations sur les utilisations de l'eau et des installations connexes existantes et prévues qui risquent d'avoir un impact transfrontière;

i) Promouvoir la coopération et l'échange d'informations sur la meilleure technologie disponible conformément aux dispositions de l'article 13 de la présente Convention et encourager la coopération dans le cadre de programmes de recherche scientifique;

j) Participer à la réalisation d'études d'impact sur l'environnement relatives aux eaux transfrontières, conformément aux règlements internationaux pertinents.

3. Dans les cas où un Etat côtier, Partie à la présente Convention, est directement et notablement affecté par un impact transfrontière, les Parties riveraines peuvent, si elles en sont toutes d'accord, inviter cet Etat côtier à jouer un rôle approprié dans les activités des organes communs multilatéraux établis par les Parties riveraines de ces eaux transfrontières.

4. Les organes communs au sens de la présente Convention invitent les organes communs établis par les Etats côtiers pour protéger le milieu marin subissant directement un impact transfrontière à coopérer afin d'harmoniser leurs travaux et de prévenir, maîtriser et réduire cet impact transfrontière.

5. Lorsqu'il existe deux organes communs ou plus dans le même bassin hydrographique, ceux-ci s'efforcent de coordonner leurs activités afin de renforcer la prévention, la maîtrise et la réduction de l'impact transfrontière dans ce bassin.

Article 10

CONSULTATIONS

Des consultations sont organisées entre les Parties riveraines sur la base de la réciprocité, de la bonne foi et du bon voisinage, à la demande de l'une quelconque de ces Parties. Ces consultations visent à instaurer une coopération au sujet des questions visées par les dispositions de la présente Convention. Toute consultation de ce type est menée par l'intermédiaire d'un organe commun créé en application de l'article 9 de la présente Convention, lorsqu'un tel organe existe.

Article 11.

SURVEILLANCE ET EVALUATION COMMUNES

1. Dans le cadre de la coopération générale prévue à l'article 9 de la présente Convention ou d'arrangements particuliers, les Parties riveraines élaborent et appliquent des programmes communs en vue de surveiller l'état des eaux transfrontières, y compris les crues et les glaces flottantes, ainsi que l'impact transfrontière.
2. Les Parties riveraines se mettent d'accord sur les paramètres de pollution et les polluants dont le rejet et la concentration dans les eaux transfrontières font l'objet d'une surveillance régulière.
3. Les Parties riveraines procèdent, à intervalles réguliers, à des évaluations communes ou coordonnées de l'état des eaux transfrontières et de l'efficacité des mesures prises pour prévenir, maîtriser et réduire l'impact transfrontière. Les résultats de ces évaluations sont portés à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'article 16 de la présente Convention.
4. A cette fin, les Parties riveraines harmonisent les règles relatives à l'établissement et à l'application des programmes de surveillance, systèmes de mesure, dispositifs, techniques d'analyse, méthodes de traitement et d'évaluation des données et méthodes d'enregistrement des polluants rejetés.

Article 12

ACTIVITES COMMUNES DE RECHERCHE-DEVELOPPEMENT

Dans le cadre de la coopération générale prévue à l'article 9 de la présente Convention ou d'arrangements spéciaux, les Parties riveraines entreprennent des activités particulières de recherche-développement en vue de parvenir aux objectifs et aux critères de qualité de l'eau qu'elles ont décidé d'un commun accord de fixer et d'adopter et de se tenir à ces objectifs et à ces critères.

Article 13

ECHANGE D'INFORMATIONS ENTRE LES PARTIES RIVERAINES

1. Les Parties riveraines échangent, dans le cadre d'accords ou autres arrangements pertinents conclus conformément à l'article 9 de la présente Convention, les données qui sont raisonnablement disponibles, notamment sur les questions suivantes
 - a) Etat environnemental des eaux transfrontières;
 - b) Expérience acquise dans l'application et l'exploitation de la meilleure technologie disponible et résultats des travaux de recherche-développement;

- c) Données relatives aux émissions et données de surveillance;
- d) Mesures prises et prévues pour prévenir, maîtriser et réduire l'impact transfrontière;
- e) Autorisations ou dispositions réglementaires émanant de l'autorité compétente ou de l'organe approprié et concernant les rejets d'eaux usées.

2. Afin d'harmoniser les limites d'émission, les Parties riveraines procèdent à des échanges d'informations sur leurs réglementations nationales respectives.

3. Si une Partie riveraine demande à une autre Partie riveraine de lui communiquer des données ou des informations qui ne sont pas disponibles, la seconde s'efforce d'accéder à cette demande mais peut poser comme condition, pour ce faire, que la Partie qui fait la demande prenne à sa charge les frais raisonnables entraînés par la collecte et, s'il y a lieu, le traitement de ces données ou de ces informations.

4. Aux fins de l'application de la présente Convention, les Parties riveraines facilitent l'échange de la meilleure technologie disponible en particulier en favorisant : l'échange commercial de la technologie disponible; les contacts et la coopération industriels directs, y compris les coentreprises; l'échange d'informations et de données d'expérience et la fourniture d'une assistance technique. En outre, les Parties riveraines entreprennent des programmes de formation communs et organisent les séminaires et réunions nécessaires.

Article 14

SYSTEMES D'ALERTE ET D'ALARME

Les Parties riveraines s'informent mutuellement sans délai de toute situation critique susceptible d'avoir un impact transfrontière. Elles mettent en place, lorsqu'il y a lieu, et exploitent des systèmes coordonnés ou communs de communication, d'alerte et d'alarme dans le but d'obtenir et de transmettre des informations. Ces systèmes fonctionnent grâce à des procédures et des moyens compatibles de transmission et de traitement des données, dont les Parties riveraines doivent convenir. Les Parties riveraines s'informent mutuellement des autorités compétentes ou des points de contact désignés à cette fin.

Article 15

ASSISTANCE MUTUELLE

1. En cas de situation critique, les Parties riveraines s'accordent mutuellement assistance sur demande, selon des procédures à établir conformément au paragraphe 2 du présent article.

2. Les Parties riveraines définissent et adoptent d'un commun accord des procédures d'assistance mutuelle qui portent notamment sur les questions suivantes :

- a) Direction, contrôle, coordination et supervision de l'assistance;
- b) Facilités et services à fournir localement par la Partie qui demande une assistance, y compris, si nécessaire, la simplification des formalités douanières;
- c) Arrangements visant à dégager la responsabilité de la Partie qui fournit l'assistance et/ou de son personnel, à l'indemniser et/ou à lui accorder réparation, ainsi qu'à permettre le transit sur le territoire de tierces Parties, si nécessaire;
- d) Modalités de remboursement des services d'assistance.

Article 16

INFORMATION DU PUBLIC

1. Les Parties riveraines veillent à ce que les informations relatives à l'état des eaux transfrontières, aux mesures prises ou prévues pour prévenir, maîtriser et réduire l'impact transfrontière et à l'efficacité de ces mesures soient accessibles au public. A cette fin, les Parties riveraines font en sorte que les renseignements suivants soient mis à la disposition du public :

- a) Les objectifs de qualité de l'eau;
- b) Les autorisations délivrées et les conditions à respecter à cet égard;
- c) Les résultats des prélèvements d'échantillons d'eau et d'effluents effectués aux fins de surveillance et d'évaluation, ainsi que les résultats des contrôles pratiqués pour déterminer dans quelle mesure les objectifs de qualité de l'eau ou les conditions énoncées dans les autorisations sont respectés.

2. Les Parties riveraines veillent à ce que le public puisse avoir accès à ces informations à tout moment raisonnable et puisse en prendre connaissance gratuitement, et elles mettent à la disposition des membres du public des moyens suffisants pour qu'ils puissent obtenir copie de ces informations contre paiement de frais raisonnables.

PARTIE III**DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET DISPOSITIONS FINALES****Article 17****REUNION DES PARTIES**

1. La première réunion des Parties est convoquée un an au plus tard après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Par la suite, des réunions ordinaires se tiennent tous les trois ans, ou à intervalles plus rapprochés fixés par le règlement intérieur. Les Parties tiennent une réunion extraordinaire si elles en décident ainsi lors d'une réunion ordinaire, ou si l'une d'entre elles en fait la demande par écrit, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois qui suivent sa communication à l'ensemble des Parties.

2. Lors de leurs réunions, les Parties suivent l'application de la présente Convention et, en ayant cet objectif présent à l'esprit :

a) Examinent leurs politiques et leurs démarches méthodologiques en matière de protection et d'utilisation des eaux transfrontières en vue d'améliorer encore la protection et l'utilisation de ces eaux;

b) Se font part des enseignements qu'elles tirent de la conclusion et de l'application d'accords bilatéraux et multilatéraux ou d'autres arrangements touchant la protection et l'utilisation des eaux transfrontières, auxquels une ou plusieurs d'entre elles sont Parties;

c) Sollicitent, s'il y a lieu, les services des organes compétents de la CEE ainsi que d'autres organes internationaux ou de certains comités compétents pour toutes les questions ayant un rapport avec la réalisation des objectifs de la présente Convention;

d) A leur première réunion, étudient le règlement intérieur de leurs réunions et l'adoptent par consensus;

e) Examinent et adoptent des propositions d'amendements à la présente Convention;

f) Envisagent et entreprennent toute autre action qui peut se révéler nécessaire aux fins de la présente Convention.

Article 18**DROIT DE VOTE**

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, les Parties à la présente Convention ont chacune une voix.

2. Les organisations d'intégration économique régionale, dans les domaines relevant de leur compétence, disposent, pour exercer leur droit de vote, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont Parties à la présente Convention. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si leurs Etats membres exercent le leur, et inversement.

Article 19

SECRETARIAT

Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe exerce les fonctions de secrétariat suivantes :

- a) Il convoque et prépare les réunions des Parties;
- b) Il transmet aux Parties les rapports et autres renseignements reçus en application des dispositions de la présente Convention; et
- c) Il s'acquitte des autres fonctions que les Parties peuvent lui assigner.

Article 20

ANNEXES

Les annexes de la présente Convention font partie intégrante de la Convention.

Article 21

AMENDEMENTS A LA CONVENTION

1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente Convention.
2. Les propositions d'amendements à la présente Convention sont examinées lors d'une réunion des Parties.
3. Le texte de toute proposition d'amendement à la présente Convention est soumis par écrit au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui le communique à toutes les Parties quatre-vingt-dix jours au moins avant la réunion au cours de laquelle l'amendement est proposé pour adoption.
4. Tout amendement à la présente Convention est adopté par consensus par les représentants des Parties à la Convention présents à une réunion des Parties et entre en vigueur à l'égard des Parties à la Convention qui l'ont accepté le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle les deux tiers d'entre elles ont déposé leurs instruments d'acceptation de l'amendement auprès du Dépositaire. L'amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle cette Partie a déposé son instrument d'acceptation de l'amendement.

Article 22

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

1. Si un différend s'élève entre deux ou plusieurs Parties quant à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, ces Parties recherchent une solution par voie de négociation ou par toute autre méthode de règlement des différends qu'elles jugent acceptable.

2. Lorsqu'elle signe, ratifie, accepte, approuve la présente Convention, ou y adhère, ou à tout autre moment par la suite, une Partie peut signifier par écrit au Dépositaire que, pour les différends qui n'ont pas été réglés conformément au paragraphe 1 du présent article, elle accepte de considérer, comme obligatoire(s), dans ses relations avec toute Partie acceptant la même obligation, l'un des deux ou les deux moyens de règlement des différends ci-après :

- a) Soumission du différend à la Cour internationale de Justice;
- b) Arbitrage, conformément à la procédure exposée à l'annexe IV.

3. Si les Parties au différend ont accepté les deux moyens de règlement des différends visés au paragraphe 2 du présent article, le différend ne peut être soumis qu'à la Cour internationale de Justice, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

Article 23

SIGNATURE

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres de la Commission économique pour l'Europe ainsi que des Etats dotés du statut consultatif auprès de la Commission économique pour l'Europe en vertu du paragraphe 8 de la résolution 36 (IV) du Conseil économique et social du 28 mars 1947, et des organisations d'intégration économique régionale constituées par des Etats souverains, membres de la Commission économique pour l'Europe, qui leur ont transféré compétence pour des matières dont traite la présente Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières, à Helsinki du 17 au 18 mars 1992 inclus, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, jusqu'au 18 septembre 1992.

Article 24

DEPOSITAIRE

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies remplit les fonctions de Dépositaire de la présente Convention.

Article 25

RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION ET ADHESION

1. La présente Convention est soumise à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des Etats et des organisations d'intégration économique régionale signataires.
2. La présente Convention est ouverte à l'adhésion des Etats et organisations visés à l'article 23.
3. Toute organisation visée à l'article 23 qui devient Partie à la présente Convention sans qu'aucun de ses Etats membres n'en soit Partie est liée par toutes les obligations qui découlent de la Convention. Lorsqu'un ou plusieurs Etats membres d'une telle organisation sont Parties à la présente Convention, cette

organisation et ses Etats membres conviennent de leurs responsabilités respectives dans l'exécution des obligations contractées en vertu de la Convention. En pareil cas, l'organisation et les Etats membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits qui découlent de la présente Convention.

4. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les organisations d'intégration économique régionale visées à l'article 23 indiquent l'étendue de leur compétence à l'égard des matières dont traite la présente Convention. En outre, ces organisations informent le Dépositaire de toute modification importante de l'étendue de leur compétence.

Article 26

ENTREE EN VIGUEUR

1. La présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Aux fins du paragraphe 1 du présent article, l'instrument déposé par une organisation d'intégration économique régionale ne s'ajoute pas à ceux qui sont déposés par les Etats membres de cette organisation.

3. A l'égard de chaque Etat ou organisation visé à l'article 23 qui ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère après le dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cet Etat ou organisation de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 27

DENONCIATION

A tout moment après l'expiration d'un délai de trois ans commençant à courir à la date à laquelle la présente Convention est entrée en vigueur à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer la Convention par notification écrite adressée au Dépositaire. Cette dénonciation prend effet le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception de sa notification par le Dépositaire.

Article 28

TEXTES AUTHENTIQUES

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, français et russe sont également authentiques, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Helsinki, le dix-sept mars mil neuf cent quatre-vingt douze.

ANNEXE I

DEFINITION DE L'EXPRESSION "MEILLEURE TECHNOLOGIE DISPONIBLE"

1. L'expression "meilleure technologie disponible" désigne le dernier stade de développement des procédés, équipements ou méthodes d'exploitation indiquant qu'une mesure donnée est applicable dans la pratique pour limiter les émissions, les rejets et les déchets. Pour déterminer si un ensemble de procédés, d'équipements et de méthodes d'exploitation constituent la meilleure technologie disponible de façon générale ou dans des cas particuliers, il y a lieu de prendre tout particulièrement en considération :

a) Les procédés, équipements ou méthodes d'exploitation comparables qui ont été récemment expérimentés avec succès;

b) Les progrès technologiques et l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques;

c) L'applicabilité de cette technologie du point de vue économique;

d) Les délais de mise en oeuvre tant dans les nouvelles installations que dans les installations existantes;

e) La nature et le volume des rejets et des effluents en cause;

f) Les technologies peu polluantes ou sans déchets.

2. Il résulte de ce qui précède que pour un procédé particulier, la "meilleure technologie disponible" évoluera dans le temps, en fonction des progrès technologiques, de facteurs économiques et sociaux et de l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques.

ANNEXE II

LIGNES DIRECTRICES POUR LA MISE AU POINT DES MEILLEURES PRATIQUES ENVIRONNEMENTALES

1. En choisissant pour des cas particuliers la combinaison la plus appropriée de mesures susceptibles de constituer la meilleure pratique environnementale, on devra prendre en considération la série de mesures ci-après selon la gradation indiquée :

a) Information et éducation du public et des utilisateurs en ce qui concerne les conséquences sur l'environnement du choix d'activités et de produits particuliers et pour ces derniers, de leur utilisation et de leur élimination finale;

b) Elaboration et application de codes de bonne pratique environnementale s'appliquant à tous les aspects de la vie du produit;

c) Etiquetage informant les usagers des risques environnementaux liés à un produit, à son utilisation et à son élimination finale;

d) Mise à la disposition du public de systèmes de collecte et d'élimination;

e) Recyclage, récupération et réutilisation;

f) Application d'instruments économiques à des activités, des produits ou des groupes de produits;

g) Adoption d'un système d'octroi d'autorisation assorti d'une série de restrictions ou d'une interdiction.

2. Pour déterminer quelle combinaison de mesures constitue la meilleure pratique environnementale, de façon générale ou dans des cas particuliers, il conviendra de prendre particulièrement en considération :

a) Le risque pour l'environnement que présentent :

1) Le produit;

ii) La fabrication du produit;

iii) L'utilisation du produit;

iv) L'élimination finale du produit;

b) Le remplacement de procédés ou de substances par d'autres moins polluants;

c) L'échelle d'utilisation;

d) Les avantages ou inconvénients que des matériaux ou activités de remplacement peuvent présenter du point de vue de l'environnement;

e) Les progrès et l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques;

f) Les délais d'application;

g) Les conséquences sociales et économiques.

3. Il résulte de ce qui précède que, pour une source particulière, les meilleures pratiques environnementales évolueront dans le temps, en fonction des progrès technologiques, de facteurs économiques et sociaux et de l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques.

ANNEXE III

LIGNES DIRECTRICES POUR LA MISE AU POINT D'OBJECTIFS
ET DE CRITERES DE QUALITE DE L'EAU

Les objectifs et critères de qualité de l'eau :

- a) Tiennent compte du but poursuivi, qui est de préserver et, si nécessaire, d'améliorer la qualité de l'eau;
- b) Visent à ramener les charges polluantes moyennes (en particulier celles de substances dangereuses) à un certain niveau dans un délai donné;
- c) Tiennent compte d'exigences spécifiques en matière de qualité de l'eau (eau brute utilisée comme eau potable, irrigation, etc.);
- d) Tiennent compte d'exigences spécifiques en ce qui concerne les eaux sensibles et spécialement protégées et leur environnement (lacs et eaux souterraines par exemple);
- e) Reposent sur l'emploi de méthodes de classification écologique et d'indices chimiques permettant d'examiner la préservation et l'amélioration de la qualité de l'eau à moyen terme et à long terme;
- f) Tiennent compte du degré de réalisation des objectifs et des mesures de protection supplémentaires, fondés sur les limites d'émission, qui peuvent se révéler nécessaires dans des cas particuliers.

ANNEXE IV

ARBITRAGE

1. Dans le cas d'un différend soumis à l'arbitrage en vertu du paragraphe 2 de l'article 22 de la présente Convention, une Partie (ou les Parties) notifie(nt) au secrétariat l'objet de l'arbitrage et indique(nt), en particulier, les articles de la présente Convention dont l'interprétation ou l'application est en cause. Le secrétariat transmet les informations reçues à toutes les Parties à la présente Convention.
2. Le tribunal arbitral est composé de trois membres. La (ou les) Partie(s) requérante(s) et l'autre (ou les autres) Partie(s) au différend nomment un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre qui est le président du tribunal arbitral. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des Parties au différend ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces Parties, ni être au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à quelque autre titre que ce soit.
3. Si, dans les deux mois qui suivent la nomination du deuxième arbitre, le président du tribunal arbitral n'a pas été désigné, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe procède, à la demande de l'une des Parties au différend, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

4. Si, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande l'une des Parties au différend ne procède pas à la nomination d'un arbitre, l'autre Partie peut en informer le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui désigne le président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux mois. Dès sa désignation, le président du tribunal arbitral demande à la Partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans un délai de deux mois. Si elle ne le fait pas dans ce délai, le président en informe le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois.
5. Le tribunal rend sa sentence conformément au droit international et aux dispositions de la présente Convention.
6. Tout tribunal arbitral constitué en application des dispositions de la présente annexe arrête lui-même sa procédure.
7. Les décisions du tribunal arbitral, tant sur les questions de procédure que sur le fond, sont prises à la majorité de ses membres.
8. Le tribunal peut prendre toutes les mesures voulues pour établir les faits.
9. Les Parties au différend facilitent la tâche du tribunal arbitral et, en particulier, par tous les moyens à leur disposition :
 - a) Lui fournissent tous les documents, facilités et renseignements pertinents; et
 - b) Lui permettent, si cela est nécessaire, de citer et d'entendre des témoins ou des experts.
10. Les Parties et les arbitres protègent le secret de tout renseignement qu'ils reçoivent à titre confidentiel pendant la procédure d'arbitrage.
11. Le tribunal arbitral peut, à la demande de l'une des Parties, recommander des mesures conservatoires.
12. Si l'une des Parties au différend ne se présente pas devant le tribunal arbitral ou ne fait pas valoir ses moyens, l'autre Partie peut demander au tribunal de poursuivre la procédure et de rendre sa sentence définitive. Le fait pour une Partie de ne pas se présenter ou de ne pas faire valoir ses moyens ne fait pas obstacle au déroulement de la procédure.
13. Le tribunal arbitral peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.
14. A moins que le tribunal arbitral n'en décide autrement en raison des circonstances particulières de l'affaire, les frais du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont supportés à parts égales par les Parties au différend. Le tribunal tient un relevé de tous ses frais et, en fournit un état final aux Parties.

15. Toute Partie à la présente Convention qui a, en ce qui concerne l'objet du différend, un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision rendue dans l'affaire peut intervenir dans la procédure, avec l'accord du tribunal.

16. Le tribunal arbitral rend sa sentence dans les cinq mois qui suivent la date à laquelle il a été constitué, à moins qu'il ne juge nécessaire de prolonger ce délai d'une durée qui ne devrait pas excéder cinq mois.

17. La sentence du tribunal arbitral est assortie d'un exposé des motifs. Elle est définitive et obligatoire pour toutes les Parties au différend. Le tribunal arbitral la communique aux Parties au différend et au secrétariat. Ce dernier transmet les informations reçues à toutes les Parties à la présente Convention.

18. Tout différend entre les Parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la sentence peut être soumis par l'une des Parties au tribunal arbitral qui a rendu ladite sentence ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunal constitué à cet effet de la même manière que le premier.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

**CONVENZIONE SULLA PROTEZIONE E L'UTILIZZAZIONE
DEI CORSI D'ACQUA TRANSFRONTALIERI E DEI LAGHI
INTERNAZIONALI (Helsinki, 17 marzo 1992)****PREAMBOLO**

Le Parti alla presente Convenzione,

Consapevoli che la protezione e l'utilizzazione dei corsi d'acqua transfrontalieri e dei laghi internazionali sono compiti importanti ed urgenti che potranno essere svolti in maniera efficace solo mediante una più intensa cooperazione,

Preoccupati per gli effetti pregiudizievoli a breve o lungo termine che le modifiche dello stato dei corsi d'acqua transfrontalieri e dei laghi internazionali possono o minacciano di avere sull'ambiente, sull'economia e sul benessere dei paesi membri della Commissione economica per l'Europa (CEE),

Sottolineando la necessità di rafforzare i provvedimenti adottati a livello nazionale ed internazionale per prevenire, controllare e ridurre la discarica di sostanze pericolose nell'ambiente acquatico e diminuire l'eutrofizzazione e l'acidificazione nonché l'inquinamento di origine tellurico dell'ambiente marino, in particolare nelle zone costiere,

Notando con soddisfazione gli sforzi già intrapresi dai governi dei paesi della CEE per rafforzare la cooperazione a livello bilaterale e multilaterale, in vista di prevenire, controllare e ridurre l'inquinamento transfrontaliero, assicurare una gestione durevole dell'acqua, preservare le risorse di acqua e tutelare l'ambiente,

Richiamando le disposizioni ed i principi pertinenti della Dichiarazione della Conferenza di Stoccolma sull'ambiente, dell'Atto finale della Conferenza sulla sicurezza e la cooperazione in Europa (CSCE), dei documenti finali delle riunioni di Madrid e di Vienna, dei rappresentanti degli Stati partecipanti alla CSCE e della Strategia regionale per la tutela dell'ambiente e l'utilizzazione razionale delle risorse naturali nei paesi membri della CEE nel periodo che va fino all'anno 2000 e oltre,

Consapevoli del ruolo svolto dalla Commissione economica delle Nazioni Unite per l'Europa, di

incoraggiare la cooperazione internazionale ai fini della prevenzione, del controllo e della riduzione dell'inquinamento delle acque transfrontaliere e della durevole utilizzazione di queste acque, e richiamando a tal fine la Dichiarazione di principio della CEE sulla prevenzione dell'inquinamento delle acque, compreso l'inquinamento transfrontaliero, e sulla lotta contro questo inquinamento; la Dichiarazione di principio della CEE sulla utilizzazione razionale dell'acqua; i Principi della CEE relativi alla cooperazione nel campo delle acque transfrontaliere; la Carta della CEE per la gestione delle acque sotterranee ed il Codice di condotta relativo all'inquinamento accidentale delle acque interne transfrontaliere;

Facendo riferimento alle decisioni I (42) e I (44) adottate dalla Commissione economica per l'Europa rispettivamente nella sua quarantaduesima e quarantaquattresima sessione, , ed ai risultati della Riunione della CSCE sulla protezione ambientale (Sofia (Bulgaria), 16 ottobre - 3 novembre 1989),

Sottolineando che la cooperazione tra paesi membri in materia di protezione e di utilizzazione delle acque transfrontaliere deve essere prioritaria mediante la elaborazione di accordi tra paesi rivieraschi delle stesse acque, in particolare se tali accordi non esistono ancora,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo primo DEFINIZIONI

Ai fini della presente Convenzione,

1. L'espressione "acque transfrontaliere" significa tutte le acque superficiali e sotterranee che delimitano le frontiere tra due Stati o più, le attraversano o sono situate su queste frontiere; nel caso di acque transfrontaliere che si gettano in mare senza formare un estuario, il limite di queste acque è una linea dritta tracciata attraverso la loro imboccatura tra i punti limiti della linea di basso mare sulle rive;

2. L'espressione "impatto transfrontaliero" significa qualsiasi effetto pregiudizievole importante, prodotto sull'ambiente di una zona soggetta alla giurisdizione di un'altra Parte, da una modifica dello stato delle acque transfrontaliere causata da una attività umana la cui origine fisica è interamente o parzialmente situata in una zona soggetta alla giurisdizione di una Parte. Questo effetto sull'ambiente può assumere varie forme: pregiudizio alla salute e alla sicurezza dell'uomo, alla flora, alla fauna, al suolo, all'aria, all'acqua, al clima, al paesaggio ed ai monumenti storici o ad altre costruzioni o interazioni di parecchi di questi fattori; può trattarsi anche di un pregiudizio al patrimonio

culturale o alle condizioni socio-economiche derivanti da modifiche di questi fattori;

3. l'espressione "Parte" significa, salvo se diversamente indicato nel testo, una Parte contraente alla presente Convenzione;

4. l'espressione "Parti rivierasche" significa le Parti limitrofe delle stesse acque transfrontaliere;

5 l'espressione "organo comune" significa ogni commissione bilaterale o multilaterale o ogni altro meccanismo istituzionale appropriato di cooperazione tra le Parti rivierasche;

6. L'espressione "sostanze pericolose" significa le sostanze tossiche, cancerogene, mutagene, teratogene o bio-accumulative, soprattutto quando sono persistenti;

7. La definizione dell'espressione " tecnologia disponibile ottimale" figura all'annesso I della presente Convenzione.

PARTE I

DISPOSIZIONI APPLICABILI A TUTTE LE PARTI

Articolo 2 DISPOSIZIONI GENERALI

1. Le Parti adottano ogni misura appropriata per prevenire, controllare e ridurre ogni impatto transfrontaliero.

2. In particolare, le parti adottano ogni misura appropriata:

a) per prevenire, controllare e ridurre l'inquinamento delle acque avente o rischiate di avere un impatto transfrontaliero;

b) per vigilare affinché le acque transfrontaliere siano utilizzate allo scopo di assicurare una gestione dell'acqua che tenga conto dell' ambiente e sia razionale, nonché la conservazione delle risorse di acqua e la protezione dell'ambiente;

c) per vigilare affinché le acque transfrontaliere siano utilizzate in maniera ragionevole ed equa, tenendo conto in particolare del loro carattere transfrontaliero, in caso di attività che comportino o rischino di comportare un impatto transfrontaliero;

d) per assicurare la conservazione e, se del caso il ripristino degli eco-sistemi.

3. Le misure di prevenzione, di controllo e di riduzione dell'inquinamento dell'acqua sono adottate se del caso, alla fonte.

4. Queste misure non provocano, direttamente o indirettamente, trasferimento di inquinamento verso altri ambienti.

5. Nell'adottare i provvedimenti di cui ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo, le Parti sono guidate dai seguenti principi:

a) un principio cautelativo, in base al quale non sarà differita l'attuazione di provvedimenti destinati ad evitare che la discarica di sostanze pericolose possa avere un impatto transfrontaliero, visto e considerato che la ricerca scientifica non ha dimostrato appieno l'esistenza di un vincolo di causalità tra queste sostanze da una parte ed un eventuale impatto transfrontaliero, d'altra parte;

b) il principio secondo il quale "chi inquina, paga", in virtù del quale i costi delle misure di prevenzione, di controllo e di riduzione dell'inquinamento sono a carico di colui che inquina;

c) le risorse in acqua sono gestite in modo da corrispondere alle esigenze della generazione attuale, senza tuttavia che venga compromessa la capacità delle generazioni future di soddisfare le loro esigenze.

6. Le Parti rivierasche cooperano su una base di uguaglianza e di reciprocità, in particolare per mezzo di accordi bilaterali e multilaterali, in vista di elaborare politiche, programmi e strategie armonizzate applicabili a tutti i bacini idrografici interessati o a parte di essi, e finalizzati a prevenire, controllare e ridurre l'impatto transfrontaliero ed a tutelare l'ambiente delle acque transfrontaliere o l'ambiente sul quale queste acque esercitano un'influenza, compreso l'ambiente marino.

7. L'attuazione della presente Convenzione non deve dar luogo ad un deterioramento dello stato dell'ambiente né ad un accrescimento dell'impatto transfrontaliero.

8. Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano il diritto delle Parti di adottare e di applicare individualmente o congiuntamente, misure più severe di quelle enunciate nella presente Convenzione.

Articolo 3 PREVENZIONE, CONTROLLO E RIDUZIONE

1. Ai fini della prevenzione, del controllo e della riduzione dell'impatto transfrontaliero, le Parti

elaborano, adottano, applicano misure giuridiche, amministrative, economiche, finanziarie e tecniche pertinenti, sforzandosi di armonizzarle in tutta la misura del possibile, per fare in modo, in particolare:

a) che l'emissione di inquinanti sia evitata, controllata e ridotta alla fonte grazie all'applicazione, in particolare, di tecniche poco inquinanti o senza detriti;

b) che le acque transfrontaliere siano protette dall'inquinamento proveniente da fonti circoscritte per mezzo di un sistema che subordini le discariche di acque reflue al rilascio di una autorizzazione da parte delle autorità nazionali competenti e che le discariche autorizzate siano sorvegliate e controllate;

c) che i limiti fissati nell'autorizzazione per la discarica delle acque reflue siano basati sulla migliore tecnologia disponibile applicabile alla discarica di sostanze pericolose;

d) che prescrizioni più rigorose che possono giungere in determinati casi fino al divieto, siano imposte qualora la qualità delle acque riceventi o l'eco-sistema lo esigano;

e) che venga almeno applicato alle acque reflue urbane, gradualmente se del caso, un trattamento biologico o modalità di trattamento equivalente;

f) che adeguati provvedimenti siano adottati, avvalendosi per esempio della migliore tecnologia disponibile, per ridurre gli apporti di alimentazione provenienti da fonti industriali ed urbane;

g) che siano elaborate ed applicate misure appropriate nonché prassi ambientali ottimali, al fine di ridurre gli apporti di alimenti e di sostanze pericolose provenienti da fonti diffuse, in particolare quando la fonte principale è l'agricoltura (all'Annesso II della presente Convenzione compaiono linee direttive per l'elaborazione di prassi ambientali ottimali);

h) che ci si possa avvalere della valutazione dell'impatto sull'ambiente e di altri mezzi di valutazione;

i) che sia incoraggiata la gestione durevole delle risorse di acqua, compresa l'applicazione di un approccio eco-sistemico;

j) che siano elaborati dispositivi di intervento;

k) che siano adottate misure specifiche supplementari per evitare l'inquinamento delle acque sotterranee;

l) che sia ridotto al minimo il rischio di inquinamento accidentale.

2. A tal fine, ciascuna Parte stabilisce, in base alla migliore tecnologia disponibile, limiti di emissione per le discariche nelle acque di superficie provenienti da fonti circoscritte, espressamente applicabili ai vari settori industriali o branche dell'industria da cui provengono le sostanze pericolose. Tra le misure appropriate di cui al paragrafo 1 del presente articolo per prevenire, controllare e ridurre le discariche di sostanze pericolose nelle acque provenienti da fonti circoscritte o diffuse, può figurare il divieto totale o parziale della produzione o dell'uso di questo genere di sostanze. Sarà tenuto conto degli elenchi di questi settori industriali o branche dell'industria, nonché delle liste delle sostanze pericolose in questione, stabilite nell'ambito di convenzioni o di regolamenti internazionali applicabili al settore oggetto della presente Convenzione.

3. Inoltre ciascuna Parte stabilisce, se del caso, obiettivi di qualità dell'acqua ed adotta criteri di qualità dell'acqua al fine di prevenire, controllare e ridurre l'impatto transfrontaliero. Nell'annesso III alla presente Convenzione vengono date indicazioni generali per definire questi obiettivi e questi criteri. Se necessario, le Parti provvederanno ad aggiornare questo Annesso.

Articolo 4 SORVEGLIANZA

Le Parti predispongono programmi per sorvegliare lo stato delle acque transfrontaliere.

Articolo 5 RICERCA-SVILUPPO

Le Parti cooperano alla esecuzione dei lavori di ricerca-sviluppo su tecniche efficaci di prevenzione, di controllo e di riduzione dell'impatto transfrontaliero. A tal fine esse si sforzano a livello bilaterale e/o multilaterale, ed in considerazione delle attività di ricerca svolte nelle istanze internazionali competenti, di intraprendere o di intensificare, se del caso, particolari programmi di ricerca volti in particolar modo:

a) a mettere a punto metodi di valutazione della tossicità delle sostanze pericolose e del carattere nocivo degli inquinanti;

b) a migliorare le conoscenze relative alla comparsa, alla ripartizione ed agli effetti

ambientali degli inquinanti nonché ai procedimenti implicati;

c) a mettere a punto e ad applicare tecnologie, metodi di produzione e modalità di consumo che rispettino l'ambiente;

d) a sopprimere progressivamente e/o sostituire le sostanze che rischiano di avere un impatto transfrontaliero;

e) ad elaborare metodi per l'eliminazione delle sostanze pericolose, che rispettino l'ambiente;

f) a concepire metodi speciali per migliorare lo stato delle acque transfrontaliere;

g) a concepire opere idrauliche e tecniche di regolarizzazione delle acque che rispettino l'ambiente;

h) a procedere alla valutazione materiale e finanziaria dei danni derivanti dall'impatto transfrontaliero;

le Parti si comunicano i risultati di questi programmi di ricerca in attuazione dell'articolo 6 della presente Convenzione.

Articolo 6

SCAMBIO DI INFORMAZIONI

le Parti procedono il prima possibile, ad uno scambio di informazioni il più ampio possibile sulle questioni che sono oggetto delle disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 7

RESPONSABILITÀ

Le Parti appoggiano adeguate iniziative internazionali volte ad elaborare regole, criteri e procedure relative alla responsabilità.

Articolo 8

PROTEZIONE DELL'INFORMAZIONE

Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano né i diritti né gli obblighi delle Parti di tutelare, in conformità al loro ordinamento nazionale ed ai regolamenti supranazionali applicabili, le informazioni protette dal segreto industriale e commerciale, compresa la proprietà intellettuale o inerenti alla sicurezza nazionale.

PARTE II

DISPOSIZIONI APPLICABILI ALLE PARTI RIVIERASCHE

Articolo 9

COOPERAZIONE BILATERALE E MULTILATERALE

1. Le Parti rivierasche concludono su una base di uguaglianza e di reciprocità, accordi bilaterali o multilaterali o altre intese, qualora ancora non esistano, oppure adattano quelle già esistenti, nel caso ciò sia necessario per eliminare le contraddizioni con i principi fondamentali della presente Convenzione, al fine di definire le loro reciproche relazioni e la condotta da adottare per quanto concerne la prevenzione, il controllo e la riduzione dell'impatto transfrontaliero. Le Parti rivierasche specificano il bacino idrografico, ovvero la (o le) Parte(i) di questo bacino che sono oggetto di una cooperazione. Tali accordi o intese includono le questioni pertinenti di cui alla presente Convenzione, nonché ogni altra questione per la quale le Parti rivierasche possano ritenere necessario di cooperare.

2. Gli accordi o le intese di cui al paragrafo 1 del presente articolo prevedono la creazione di organi comuni. Le competenze di questi organi comuni sono in particolare, e fatti salvi gli accordi o le intese pertinenti esistenti, le seguenti:

a) Raccogliere, riunire e valutare i dati al fine di identificare le fonti di inquinamento che rischiano di avere un impatto transfrontaliero;

b) elaborare programmi comuni di sorveglianza dell'acqua dal punto di vista qualitativo e quantitativo;

c) compilare inventari e scambiare informazioni sulle fonti di inquinamento di cui al paragrafo 2 a) del presente articolo;

d) stabilire limiti di emissione per le acque reflue e valutare l'efficacia dei programmi di lotta contro l'inquinamento;

e) definire obiettivi e criteri comuni di qualità dell'acqua in considerazione delle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 3 della presente Convenzione, e proporre provvedimenti adeguati per preservare e, se del caso, migliorare la qualità dell'acqua;

f) elaborare programmi di azione concertati per ridurre il carico di inquinamento proveniente sia da fonti regolari (ad esempio, urbane ed

industriali) sia da fonti diffuse (in particolare l'agricoltura);

g) Istituire procedure di allerta e di allarme;

h) fungere da quadro per lo scambio di informazioni sulle utilizzazioni dell'acqua e delle installazioni connesse esistenti e previste che rischiano di avere un impatto transfrontaliero;

i) promuovere la cooperazione e lo scambio di informazioni sulla migliore tecnologia disponibile in conformità con le disposizioni dell'articolo 13 della presente Convenzione ed incoraggiare la cooperazione nel quadro dei programmi di ricerca scientifica;

j) partecipare alla realizzazione di studi sull'impatto ambientale relativi alle acque transfrontaliere, secondo i regolamenti internazionali pertinenti.

3. Qualora uno Stato costiero, Parte alla presente Convenzione, sia direttamente e considerevolmente pregiudicato da un impatto transfrontaliero, le Parti rivierasche possono, se sono tutte d'accordo, invitare questo Stato costiero a svolgere un ruolo adeguato nelle attività degli organi comuni multilaterali istituiti dalle Parti rivierasche a tali acque transfrontaliere.

4. Gli organi comuni ai sensi della presente Convenzione invitano gli organi comuni istituiti dagli Stati costieri al fine di tutelare l'ambiente marino che subisce direttamente un impatto transfrontaliero, a cooperare per armonizzare i loro lavori e prevenire, controllare e ridurre questo impatto transfrontaliero.

5. Qualora esistano due organi comuni o più nello stesso bacino idrografico, questi si sforzano di coordinare le loro attività al fine di rafforzare la prevenzione, il controllo e la riduzione dell'impatto transfrontaliero in questo bacino.

Articolo 10 CONSULTAZIONI

Sono organizzate tra le Parti rivierasche consultazioni in base a principi di reciprocità, di buona fede e di buon vicinato, a richiesta di una qualsiasi tra le Parti. Tali consultazioni sono volte ad instaurare una cooperazione riguardo ai problemi che sono oggetto delle disposizioni della presente Convenzione. Ogni consultazione di questo tipo si svolge tramite un organo comune creato in applicazione dell'articolo 9 della presente Convenzione, qualora tale organo esista.

Articolo 11
SORVEGLIANZA E VALUTAZIONE IN COMUNE

1. Nell'ambito della cooperazione generale prevista all'articolo 9 della presente Convenzione o di intese particolari, le Parti rivierasche elaborano ed applicano programmi comuni al fine di sorvegliare lo stato delle acque transfrontaliere, comprese le piene ed i ghiacci galleggianti, e l'impatto transfrontaliero.

2. Le parti rivierasche si mettono d'accordo sui parametri d'inquinamento e e sugli inquinanti la cui discarica e la cui concentrazione nelle acque transfrontaliere sono oggetto di una sorveglianza regolare.

3. le Parti rivierasche procedono, ad intervalli regolari, a valutazioni comuni o coordinate dello stato delle acque transfrontaliere e dell'efficacità dei provvedimenti adottati per prevenire, controllare e ridurre l'impatto transfrontaliero. I risultati di queste valutazioni sono comunicati al pubblico secondo le disposizioni dell'articolo 16 della presente Convenzione.

4. A tal fine, le Parti rivierasche armonizzano le regole relative alla preparazione ed all'attuazione di programmi di sorveglianza, sistemi di misurazione, dispositivi, tecniche di analisi, metodi di trattamento e di valutazione dei dati e metodi di registrazione degli inquinanti scaricati.

Articolo 12
ATTIVITA COMUNI DI RICERCA-SVILUPPO

Nel quadro della cooperazione generale prevista all'articolo 9 della presente Convenzione o di intese speciali, le Parti rivierasche intraprendono attività particolari di ricerca-sviluppo in vista di conseguire gli obiettivi ed i criteri qualitativi dell'acqua che hanno deciso di comune accordo di stabilire e di adottare, e di attenersi a tali obiettivi e criteri.

Articolo 13
SCAMBIO DI INFORMAZIONI TRA LE PARTI RIVIERASCHE

1. Le Parti rivierasche scambiano, nell'ambito di accordi o di altre intese pertinenti concluse secondo l'articolo 9 della presente Convenzione, i dati ragionevolmente disponibili, in particolare sulle seguenti questioni:

a) Stato ambientale delle acque transfrontaliere;

b) Esperienza acquisita nell'attuazione e nello sfruttamento della migliore tecnologia disponibile e dei risultati dei lavori di ricerca-sviluppo;

c) Dati relativi alle emissioni e dati di monitoraggio;

d) Provvedimenti adottati e previsti per prevenire, controllare e ridurre l'impatto transfrontaliero;

e) Autorizzazioni o disposizioni regolamentari rilasciate dall'Autorità competente o dall'Organo appropriato e concernente le discariche di acque reflue.

2. Al fine di armonizzare i limiti di emissione, le Parti rivierasche procedono a scambi di informazioni sulle loro rispettive regolamentazioni nazionali.

3. Qualora una Parte rivierasca domandi ad una altra Parte rivierasca di comunicare i dati o informazioni che non sono disponibili, quest'ultima Parte fa ogni sforzo per accedere alla domanda ma può anteporre all'espletamento della richiesta la condizione che la Parte che ha fatto la domanda prenda a proprio carico le spese ragionevoli derivanti dalla raccolta, e se del caso, dall'elaborazione di tali dati o informazioni.

4. Ai fini dell'applicazione della presente Convenzione, le Parti rivierasche facilitano lo scambio della migliore tecnologia disponibile, favorendo in particolare: lo scambio commerciale della tecnologia disponibile; contatti e la cooperazione industriale diretti, ivi compreso con le co-imprese; scambio di informazioni e di dati di esperienza, erogazione di assistenza tecnica. Inoltre le Parti rivierasche intraprendono programmi comuni di formazione ed organizzano i seminari e le riunioni necessarie.

Articolo 14 SISTEMI DI ALLERTA E DI ALLARME

Le Parti rivierasche si informano reciprocamente, senza indugio, di ogni situazione di crisi suscettibile di avere un impatto transfrontaliero. Esse installano, se del caso, e sfruttano sistemi coordinati o comuni di comunicazione, di allerta e di allarme allo scopo di ottenere e di trasmettere informazioni. Questi sistemi funzionano per mezzo di procedure e di mezzi compatibili di trasmissione e di elaborazione dati, stabiliti di comune accordo tra le Parti rivierasche. Le Parti rivierasche si informano reciprocamente in merito alle Autorità competenti o ai punti di contatto a tal fine designati.

Articolo 15 ASSISTENZA RECIPROCA

1. In caso di situazione di crisi, le Parti rivierasche si prestano reciprocamente assistenza su richiesta, in base a procedure da stabilire in conformità con il paragrafo 2 del presente articolo.

2. Le Parti rivierasche definiscono ed adottano di comune accordo procedure di reciproca assistenza vertenti in particolare modo sulle seguenti questioni:

a) Direzione, controllo, coordinamento e supervisione dell'assistenza;

b) Agevolazioni e servizi che la Parte che richiede assistenza deve fornire localmente, compresa, se del caso, la semplificazione degli adempimenti doganali;

c) Intese miranti a liberare la Parte che fornisce l'assistenza e/o il suo personale da ogni responsabilità, ad indennizzarla e/o a concederle un risarcimento, nonché a consentire il transito sul territorio di Parti terze, se del caso;

d) Modalità di rimborso dei servizi di assistenza

Articolo 16 INFORMAZIONE DEL PUBBLICO

1. Le Parti rivierasche vigilano affinché le informazioni relative allo stato delle acque transfrontaliere, ai provvedimenti adottati o previsti per prevenire, controllare e ridurre l'impatto transfrontaliero e l'efficacia di queste misure, siano accessibili al pubblico. A tal fine, le Parti rivierasche fanno in modo che le seguenti informazioni siano messe a disposizione del pubblico:

a) gli obiettivi qualitativi dell'acqua;

b) le autorizzazioni rilasciate ed i criteri da osservare di conseguenza;

c) i risultati dei prelievi di campioni d'acqua e di effluenti effettuati a fini di monitoraggio e di valutazione, nonché i risultati dei controlli messi in atto per determinare in che misura gli obiettivi qualitativi dell'acqua o i criteri enunciati nelle autorizzazioni sono rispettati.

2. Le Parti rivierasche vigilano affinché il pubblico possa avere accesso a queste informazioni in ogni momento ragionevole e possa venirne gratuitamente a conoscenza, e mettono a disposizione del pubblico attrezzature

sufficienti affinché sia possibile ottenere copie di queste informazioni dietro pagamento di un ragionevole corrispettivo.

PARTE III
DISPOSIZIONI ISTITUZIONALI E DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 17
RIUNIONE DELLE PARTI

1. La prima riunione delle Parti è convocata non oltre un anno dopo la data di entrata in vigore della presente Convenzione. In seguito avranno luogo riunioni ordinarie ogni tre anni, o ad intervalli più ravvicinati fissati dal Regolamento interno. Le Parti terranno una riunione straordinaria, qualora sia stato così deciso in una riunione ordinaria ovvero una di loro abbia fatto domanda in tal senso per iscritto, sotto riserva che detta domanda abbia ricevuto l'appoggio di un terzo almeno delle Parti nei sei mesi successivi alla sua comunicazione all'insieme delle Parti.

2. Durante le loro riunioni, le Parti seguono l'attuazione della presente Convenzione e tenendo a mente questo obiettivo :

a) esaminano le loro politiche e procedure metodologiche in materia di protezione e di utilizzazione delle acque transfrontaliere, in vista di migliorare ulteriormente la protezione et l'utilizzazione di queste acque;

b) si comunicano reciprocamente gli insegnamenti che traggono dalla conclusione e dall'attuazione di accordi bilaterali e multilaterali o di altre intese relative alla protezione ed all'utilizzazione delle acque transfrontaliere, di cui una o più di esse sono Parti;

c) sollecitano, se del caso, i servizi degli organi competenti della CEE nonché di altri organi internazionali o di taluni comitati competenti per tutte le questioni connesse con la realizzazione degli obiettivi della presente Convenzione;

d) nella loro prima riunione, esaminano il regolamento interno delle loro riunioni e lo adottano per consenso;

e) esaminano ed adottano proposte di emendamenti alla presente Convenzione;

f) prendono in esame ed intraprendono ogni altra azione che potrebbe rivelarsi necessaria ai fini della presente Convenzione.

Articolo 18
DIRITTO DI VOTO

1. Sotto riserva delle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, le Parti alla presente Convenzione hanno ciascuna un voto.

2. Le Organizzazioni d'integrazione economica regionale, nei settori di loro competenza, dispongono, per esercitare il loro diritto di voto, di un numero di voti pari al numero dei loro Stati membri che sono Parti alla presente Convenzione. Queste organizzazioni non esercitano il loro diritto di voto se gli Stati membri esercitano il loro, e viceversa.

Articolo 19
SEGRETARIATO

Il Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa esercita le seguenti funzioni di segretariato:

- a) convoca e prepara le riunioni delle Parti;
- b) trasmette alle Parti i rapporti ed altre informazioni ricevute in applicazione delle disposizioni della presente Convenzione;
- c) adempie ad ogni altra funzione che può essergli assegnata dalle Parti.

Articolo 20

ANNESI

Gli annessi alla presente Convenzione sono parte integrante della Convenzione.

Articolo 21
EMENDAMENTI ALLA CONVENZIONE

1. Ogni Parte può proporre emendamenti alla presente Convenzione.

2. Le proposte di emendamenti alla presente Convenzione sono esaminate nel corso di una riunione delle Parti.

3. Il testo di ogni proposta di emendamento alla presente Convenzione viene sottoposto per iscritto al Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa che lo comunica a tutte le Parti almeno novanta

giorni prima della riunione durante la quale l'emendamento é proposto per adozione.

4. Ogni emendamento alla presente Convenzione e adottato per consenso dai rappresentanti delle Parti alla Convenzione presenti ad una riunione delle Parti, ed entra in vigore nei confronti delle Parti alla Convenzione che l'hanno accettato il novantesimo giorno successivo alla data in cui due terzi tra di loro hanno depositato presso il Depositario il loro strumento di accettazione dell'emendamento. L'emendamento entra in vigore nei confronti di ogni altra Parte, il novantesimo giorno successivo alla data in cui questa Parte ha depositato il suo strumento di accettazione dell'emendamento.

Articolo 22 SOLUZIONE DELLE CONTROVERSIE

1. Qualora una controversia sorga tra due o più Parti riguardo all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione, queste Parti ricercheranno una soluzione per via negoziale o con ogni altro metodo di soluzione delle controversie che ritengono accettabile.

2. Nel firmare, ratificare, accettare ed approvare la presente Convenzione, o aderirvi, o in ogni altro momento successivo, una Parte può significare per iscritto al Depositario che, per le controversie che non sono state risolte secondo il paragrafo 1 del presente articolo, essa accetta di considerare come obbligatorio(i), nelle sue relazioni con ogni Parte che accetta lo stesso obbligo, uno o entrambe i mezzi di regolamento delle controversie di cui in appresso:

a) Presentazione della controversia alla Corte internazionale di Giustizia;

b) arbitrato, secondo la procedura esposta all'annesso IV.

3. Qualora le Parti alla controversia abbiano accettato entrambi i mezzi di soluzione delle controversie di cui al paragrafo 2 del presente articolo, la controversia potrà essere presentata solo alla Corte internazionale di Giustizia a meno che le Parti non convengano diversamente.

Articolo 23

FIRMA

La presente Convenzione é aperta ad Helsinki, dal 17 al 18 marzo 1992 compreso, e successivamente presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York, fino al 18 settembre 1992, alla firma degli Stati membri della Commissione economica per l'Europa, nonché degli Stati dotati di statuto consultivo presso la Commissione economica per l'Europa in virtù del paragrafo 8 della Risoluzione 36 (IV) del Consiglio economico e sociale del 28 marzo 1947, e delle Organizzazioni d'integrazione economica regionale costituite da Stati sovrani, membri della Commissione economica per l'Europa ai quali hanno ad esse trasferito competenza per le materie trattate dalla presente Convenzione, compresa la competenza a concludere trattati su tali materie.

Articolo 24

DEPOSITARIO

Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite esercita le funzioni di depositario della presente Convenzione.

Articolo 25

RATIFICA, ACCETTAZIONE, APPROVAZIONE ED ADESIONE

1. La presente Convenzione é soggetta alla ratifica, accettazione o approvazione degli Stati e delle Organizzazioni d'integrazione economica regionale firmatarie.

2. La presente Convenzione é aperta all'adesione degli Stati e delle Organizzazioni di cui all'articolo 23.

3. Ogni Organizzazione di cui all'articolo 23 che diviene Parte alla presente Convenzione senza che nessuno degli Stati membri di detta Convenzione ne sia Parte, é vincolata da tutti gli obblighi che derivano dalla Convenzione. Quando uno o più Stati membri di tale Organizzazione sono parti alla presente Convenzione, tale Organizzazione ed i suoi Stati membri stabiliscono di comune accordo le loro rispettive responsabilità nella esecuzione degli obblighi contratti in virtù della Convenzione. In tal caso, l'Organizzazione e gli Stati membri non sono abilitati ad esercitare congiuntamente i diritti che derivano dalla presente Convenzione.

4. Nei loro strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, le Organizzazioni d'integrazione economica regionale di cui all'articolo 23 indicano la portata della loro competenza nei confronti delle materie che sono oggetto della presente Convenzione. Inoltre queste Organizzazioni informano il

Depositario di ogni modifica importante della portata della loro competenza.

Articolo 26

ENTRATA IN VIGORE

1. La presente Convenzione entra in vigore il novantesimo giorno successivo alla data di deposito del sedicesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Ai fini del paragrafo 1 del presente articolo, lo strumento depositato da una Organizzazione d'integrazione economica regionale non si aggiunge a quelli che sono depositati dagli Stati membri di questa organizzazione.

3. Nei confronti di ciascun Stato o Organizzazione di cui all'articolo 23 che ratifica, accetta o approva la presente Convenzione o vi aderisce dopo il deposito del sedicesimo strumento di ratifica, di accettazione di approvazione o di adesione, la Convenzione entra in vigore il novantesimo giorno successivo alla data di deposito da parte di questo Stato o Organizzazione del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

Articolo 27

DENUNCIA

In ogni tempo, successivamente allo scadere di un termine di tre anni avente inizio a decorrere dalla data in cui la presente Convenzione é entrata in vigore nei confronti di una Parte, detta Parte può denunciare la Convenzione per mezzo di una notifica scritta indirizzata al depositario. Questa denuncia ha effetto il novantesimo giorno successivo alla data di ricezione della sua notifica da parte del Depositario.

Articolo 28

TESTI AUTENTICI

L'originale della presente Convenzione, i cui testi in francese, inglese e russo sono ugualmente autentici, é depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Helsinki, il diciassette marzo millenovecentonovantadue

ANNESSO I**DEFINIZIONE DELL'ESPRESSIONE
"TECNOLOGIA DISPONIBILE OTTIMALE"**

1. L'espressione "tecnologia ottimale disponibile" indica l'ultima fase di sviluppo di procedimenti, equipaggiamenti o metodi di gestione nella quale viene riscontrato che una data misura è applicabile in pratica per limitare le emissioni, le discariche ed i detriti. Al fine di determinare se un insieme di procedimenti, di equipaggiamenti e di metodi di gestione costituiscono la tecnologia ottimale disponibile, in linea generale o in particolari casi, è necessario innanzitutto prendere in considerazione:

a) i procedimenti, equipaggiamenti o metodi di gestione paragonabili che sono stati recentemente sperimentati con successo;

b) i progressi tecnologici e dell'evoluzione delle conoscenze e della comprensione scientifica;

c) l'applicabilità di questa tecnologia dal punto di vista economico;

d) i termini di attuazione sia nelle nuove installazioni che nelle installazioni esistenti;

e) la natura e del volume delle discariche e degli effluenti in oggetto;

f) le tecnologie poco inquinanti o senza detriti.

2. Da quanto precede risulta che, per un dato procedimento, la "tecnologia ottimale disponibile" evolverà nel tempo, in funzione dei progressi tecnologici, di fattori economici e sociali e dell'evoluzione delle conoscenze e dalla comprensione scientifica.

ANNESSO II**LINEE DIRETTIVE PER L'ELABORAZIONE DI PRASSI AMBIENTALI OTTIMALI**

1. Nel selezionare, per particolari casi, la combinazione più appropriata di misure atte a costituire una prassi ambientale ottimale, si dovrà prendere in considerazione la serie di misure di seguito elencata, secondo la progressione indicata:

a) informazione ed istruzione del pubblico e degli utenti sulle conseguenze per l'ambiente della selezione di attività e prodotti particolari, e, per quanto riguarda questi ultimi, sulla loro utilizzazione ed eliminazione finale;

b) elaborazione ed applicazione di codici di prassi ambientale ottimale applicabili a tutti gli aspetti della vita del prodotto;

c) etichettatura intesa ad informare gli utenti dei rischi ambientali legati ad un prodotto, alla sua utilizzazione ed alla sua eliminazione finale;

d) messa a disposizione del pubblico di sistemi di raccolta e di eliminazione;

e) riciclaggio, recupero e riutilizzazione;

f) applicazione di strumenti economici ad attività, prodotti o gruppi di prodotti;

g) adozione di un sistema di concessione di autorizzazione, accompagnato da una serie di limitazioni o da divieti.

2. Per determinare quale combinazione di misure rappresenti una prassi ambientale ottimale, in linea generale o in casi particolari, converrà tenere conto in particolare:

a) del rischio per l'ambiente presentato da:

- i) il prodotto,
- ii) la fabbricazione del prodotto,
- iii) l'utilizzazione del prodotto;
- iv) l'eliminazione finale del prodotto.

b) la sostituzione di procedimenti o sostanze con altre meno inquinanti;

c) la scala di utilizzazione;

d) i vantaggi o inconvenienti eventualmente presentati da materiali o attività di sostituzione dal punto di vista dell'ambiente;

e) i progressi e l'evoluzione delle conoscenze e della comprensione scientifica;

f) i termini di applicazione;

g) le conseguenze sociali ed economiche.

3. Deriva, da quanto sopra che, per una determinata fonte, le metodologie ambientali ottimali evolveranno nel tempo, in funzione dei progressi tecnologici, di fattori economici e sociali e dell'evoluzione delle conoscenze e della comprensione scientifica.

ANNESSE III
LINEE DIRETTIVE PER LA MESSA A PUNTO DI OBIETTIVI
E DI CRITERI QUALITATIVI DELL'ACQUA

Gli obiettivi ed i criteri di qualità dell'acqua:

a) tengono conto dello scopo perseguito, che è di preservare, e se necessario, migliorare la qualità dell'acqua;

b) mirano a riportare, entro un termine stabilito, le cariche inquinanti medie (in particolare quella delle sostanze pericolose) ad un determinato livello;

c) tengono conto di esigenze specifiche in materia di qualità dell'acqua (acqua grezza utilizzata come acqua potabile, irrigazione ecc.);

d) tengono conto di esigenze specifiche per quanto riguarda le acque sensibili e particolarmente protette ed il loro ambiente (laghi ed acque sotterranee ad esempio);

e) sono basate sull'uso di metodi di classificazione ecologica e di indici chimici che consentono di esaminare la preservazione ed il miglioramento della qualità dell'acqua a medio ed a lungo termine;

f) tengono conto del livello di realizzazione degli obiettivi e di misure di protezioni supplementari, basate sui limiti di emissione, che possono rivelarsi necessarie in particolari casi.

ANNESSE IV

ARBITRATO

1. In caso di controversia sottoposta ad arbitrato ai sensi del paragrafo 2 dell'articolo 22 della presente Convenzione, una Parte (o le Parti) notifica(n) al Segretariato l'oggetto dell'arbitrato ed indica(n) in particolare, gli articoli della presente Convenzione la cui interpretazione o applicazione è in causa. Il Segretariato trasmette le informazioni ricevute a tutte le Parti alla presente Convenzione.

2. Il Tribunale arbitrale è composto da tre membri. La (o le) Parte(i) ricorrente(i) e l'altra (o le altre) Parte(i) alla controversia nominano un arbitro ed i due arbitri in tal modo nominati designano di comune accordo il terzo arbitro come Presidente del Tribunale arbitrale. Quest'ultimo non deve essere cittadino di una delle Parti alla controversia, né avere la sua residenza abituale sul territorio di una di queste Parti, né essere al servizio di una di loro o essersi già occupato del caso a qualsiasi altro titolo.

3. Se, entro due mesi dalla nomina del secondo arbitro, il Presidente del Tribunale arbitrale non è stato designato, il Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa procede, a richiesta di una delle parti alla controversia, alla sua nomina entro un nuovo termine di due mesi.

4. Se, entro un termine di due mesi a decorrere dalla ricezione della domanda, una delle Parti alla controversia non procede alla nomina di un arbitro, l'altra Parte può informarne il Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa, il quale designa il Presidente del Tribunale arbitrale entro un successivo termine di due mesi. Al momento della sua nomina, il Presidente del Tribunale arbitrale invita la Parte che non ha ancora nominato un arbitro, a provvedere alla nomina entro due mesi. Se la Parte non ottempera entro questo termine, il Presidente ne informa il Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa il quale procede alla nomina in questione entro un nuovo termine di due mesi.

5. Il Tribunale pronuncia la sua sentenza in conformità con il diritto internazionale e con le disposizioni della presente Convenzione.

6. Ogni Tribunale arbitrale costituito in attuazione delle disposizioni del presente annesso stabilisce la propria procedura.

7. Le decisioni del Tribunale arbitrale, sia su questioni di procedura che per quanto riguarda il merito, sono adottate a maggioranza dei suoi membri.

8. Il Tribunale può adottare ogni provvedimento necessario per stabilire i fatti.

9. Le Parti alla controversia agevolano il compito del Tribunale arbitrale ed in particolare, con ogni mezzo a loro disposizione:

a) gli forniscono tutti i documenti, agevolazioni ed informazioni pertinenti;

b) lo autorizzano, se del caso, a notificare ed a udire testimoni o esperti.

10. Le Parti e gli arbitri proteggono il segreto di ogni informazione da essi ricevuta a titolo confidenziale durante la procedura arbitrale.

11. Il Tribunale arbitrale può, a richiesta di una delle Parti, raccomandare misure cautelari.

12. Se una delle Parti alla controversia non si presenta dinanzi al Tribunale arbitrale o non fa valere i suoi mezzi, l'altra Parte può chiedere al Tribunale di proseguire la procedura e di rendere la sentenza

definitiva. Se una Parte non si presenta o non fa valere i suoi mezzi, ciò non costituisce ostacolo allo svolgimento della procedura.

13. Il Tribunale arbitrale può giudicare e decidere ricorsi riconvenzionali direttamente collegati all'oggetto della controversia.

14. A meno che il Tribunale arbitrale non decida diversamente a causa di circostanze particolari del caso, le spese del Tribunale, compresa la retribuzione dei suoi membri sono sostenute in parti uguali dalle Parti alla controversia. Il Tribunale mantiene un estratto di tutte le spese e ne fornisce un rendiconto finale alle Parti.

15. Ogni Parte alla presente Convenzione che ha, per quanto concerne l'oggetto della controversia, un interesse di natura legale suscettibile di essere pregiudicato dalla decisione pronunciata nel caso, può intervenire nella procedura, con il consenso del Tribunale.

16. Il Tribunale arbitrale pronuncia la sua sentenza entro i cinque mesi successivi alla data in cui è stato costituito, a meno che non ritenga necessario di prolungare questo termine per una durata non superiore a cinque mesi.

17. Il lodo arbitrale è accompagnato da un esposto dei motivi. Essa è definitiva ed obbligatoria per tutte le Parti alla controversia. Il Tribunale arbitrale lo comunica alle parti alla controversia ed al Segretariato. Quest'ultimo trasmette le informazioni ricevute a tutte le Parti alla presente Convenzione.

18. Ogni controversia tra le Parti riguardo all'interpretazione o all'esecuzione del lodo arbitrale può essere sottoposta da una delle Parti al Tribunale arbitrale che ha reso la sentenza, oppure se quest'ultimo non può esserne investito, ad un altro Tribunale costituito a tal fine nella stessa maniera del primo.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 3125):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (AGNELLI) il 18 settembre 1995.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 12 ottobre 1995, con pareri delle commissioni I, II, V, VIII, IX, X e XII.

Esaminato dalla III commissione il 25 ottobre 1995.

Esaminato in aula e approvato il 17 gennaio 1996.

Senato della Repubblica (atto n. 2475):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 6 febbraio 1996, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 8ª, 9ª, 10ª, 12ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 28 febbraio 1996.

Esaminato in aula e approvato il 28 febbraio 1996.

96G0156